

**ARRETE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**

*Le Maire de la Commune d'Amplepuis,*

*Vu les articles L 2212-1 à L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code de la Route ;*

*Vu le Code Pénal et plus particulièrement son article R 610-5 ;*

*Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière*

*Vu la demande d'autorisation de M MATTHIEU Gérard, en date du 9 décembre 2025*

**Considérant** que pendant un déménagement, 16 rue gras, commune d'AMPLEPUS, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

**Considérant** que la section concernée par les travaux est située en agglomération,

**ARRETE :**

**Article 1 :** 16 rue gras, commune d'AMPLEPUS, la circulation de tous les véhicules s'effectuera dans les conditions suivantes :

- Restriction de chaussée en section courante.
- Stationnement de véhicules pour le déménagement au 16 rue Gras autorisé.

La circulation piétonne devra être maintenue en permanence.

**Article 2 :** Les dispositifs du présent arrêté s'appliqueront :

**Dimanche 14 décembre 2025**

**Article 3 :** La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle en vigueur et aux manuels de chef de chantier, sera mise en place par M MATTHIEU, qui en assurera, sous sa responsabilité le contrôle et la maintenance 24h/24h et 7j/7j.

**Article 4 :** Les panneaux nécessaires à marquer ces prescriptions seront mis en place par les responsables des travaux qui devront apposer 48 heures à l'avance le présent arrêté.

**Article 5 :** L'accès aux services de sécurité et de secours devra être maintenu en permanence.

**Article 6:** Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

**Article 7 :** Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Policier Municipal et M MATTHIEU, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Diffusé à :

- Le commandant du groupement de Gendarmerie du Rhône  
*M MATTHIEU*

AMPLEPUIS, le 9 décembre 2025

Le Maire  
René PONTET

